

JO 2024 : la Ville de Paris revendique l'implication des citoyens ☆

17/03/2017

Le bilan des idées apportées par les citoyens sera présenté le 20 mars. Jean-François Martins, adjoint de la maire de Paris en charge des sports et au tourisme, nous présente la stratégie de la Ville pour mieux impliquer les citoyens dans la localisation des sites olympiques, et éviter les mouvements d'opposition citoyenne, qui ont déjà mis hors jeu Budapest, Rome, et Boston.

Cadre de Ville : *Qu'est ce qui a changé dans l'organisation des Jeux Olympiques pour les villes candidates ou lauréates ces dernières années ?*

Jean-François Martins : après Pékin, après Rio, la question se posait de savoir si les grands événements sportifs étaient réservés aux villes émergentes, si ces grands événements n'avaient pas pour but, en fait, de développer des infrastructures et offrir une légitimité internationale à la ville choisie. Mais on voit que le regard et les considérations du Comité International Olympique (CIO) ont changé : on se rend compte qu'il faut sortir de l'aspect strictement sportif des jeux. Aujourd'hui, les questions qu'on se pose, dans le cadre de la candidature de Paris aux jeux Olympiques de 2024, c'est : quelles sont les priorités ? Quels sont les enjeux urbains pour la métropole sur la décennie, enjeux auxquels l'organisation de ces jeux Olympiques pourrait répondre ?



CdV : *Boston et Budapest ont dû renoncer à leur candidature à cause de mouvements d'opposition citoyenne virulents. À quels mouvements d'opposition fait face la candidature de Paris sur son territoire ?*

J.-F. M. : On n'a pas vraiment d'opposition, mis à part une pétition qui n'arrive pas à décoller [lancée par Danielle Simonnet, coordinatrice du Parti de Gauche NDLR] Je pense que c'est parce qu'on est dans une dynamique de démocratie participative, on co-construit ces jeux, Le village olympique, il ne tombe pas du ciel sur un *no man's land*, On ne construit pas des infrastructures qui ne serviront plus après, on s'appuie sur ce qui existe,

CdV : *En quoi consiste cette dynamique participative ?*

J.-F. M. : A Paris, nous avons un budget participatif, qui oriente 5% du budget annuel de la ville sur proposition des Parisiens. Sur l'organisation des jeux Olympiques, nous sommes un peu sur les mêmes logiques. On a proposé que, sur le budget des Jeux, on ait un pourcentage qui soit participatif. Il sera moindre, il sera seulement de 1% du budget. Sur la préparation de la candidature, on a aussi adopté la même logique, et on a ouvert une plateforme d' "idéation", qui permettait aux habitants de proposer leurs idées. Nous révélerons le bilan des contributions le 20 mars, mais ça a marché, on en a eu plus de 3 000,

Nous allons intégrer ces idées dans le dossier de candidature, et nous présenterons les premiers résultats à ce moment-là. Nous avons également intégré les conseils de quartiers, qu'ils soient à Paris ou en Seine-Saint Denis, dans chacune des villes qui va accueillir un équipement. Nous avons aussi ajouté une concertation avec les associations et les syndicats : avec Greenpeace, WWF, France Nature Environnement sur les questions d'environnement, avec la CGT, Force Ouvrière, sur les questions de l'emploi. Avec le MEDEF et la CGPME sur les questions économiques. Nous avons concerté à la fois en direct avec les citoyens, et en prise avec les associations, depuis le début de la candidature. Un accord avec WWF prévoit de faire les premiers jeux calés sur les accords de Paris sur le climat de 2015 par exemple. La fondation Yunus nous aide à faire des jeux qui s'inscrivent dans l'économie sociale et solidaire. L'enjeu est d'intégrer également les envies des Parisiens dans les Jeux .

CdV : *Est-ce que le CIO reconnaît cette démarche ?*

J.-F. M. : Il reconnaît qu'il y a un projet qui va au delà de l'organisation d'un événement sportif sur trois semaines. Je pense également que ses membres commencent à s'apercevoir que c'est peut-être la manière moderne d'organiser des jeux Olympiques, une manière d'améliorer l'acceptabilité de ce genre d'événements auprès de la population. Améliorer cette acceptabilité, ce n'est pas seulement leur demander oui ou non, sous la forme d'un référendum : c'est aussi les associer dès le début, dès la phase de conception. Cette gouvernance des jeux participative, c'est peut-être maintenant la condition pour qu'ils soient acceptables et acceptés auprès de la population. Le CIO se rend bien compte que des villes se sont retirées à cause de mobilisations citoyennes. Il sait qu'il y a un vrai sujet d'acceptabilité.

CdV : *Est-ce qu'il s'agissait d'une demande du CIO ?*

J.-F. M. : Demande formelle, non. Mais ils s'y intéressent, c'est certain.

CdV : *Qui est pilote sur la concertation ?*

J.-F. M. : Tout le monde la réalise, sur son champ de compétence. C'est le GIP Paris 2024 qui agrège, au final, les participations.

Propos recueillis par Arnaud Paillard